
Résumé rapport n°1 de FONDER DEMAIN

Septembre 2013

**Hugues DASTARAC, Camille LE GRELLE,
Jeanne-Marie MARTIN, Alexandra DE MAUSSION
Paul SARTON DU JONCHAY**
Rapport coordonné par Louis MANARANCHE

Souvent définie avant tout comme un phénomène économique ou culturel, au sens large, on ne peut appréhender la **mondialisation** sans l'envisager dans toutes ses conséquences : sociales, politiques, anthropologiques... Processus général d'accroissement des échanges planétaires, de globalisation économique et d'échange entre cultures – potentiellement d'uniformisation culturelle –, la mondialisation tend parallèlement à **bouleverser la pertinence des échelles de l'action collective**. L'émergence d'un espace mondial intégré et marqué par des interdépendances multiples entraîne ainsi une marginalisation des acteurs politiques traditionnels, sans que ce « village planétaire » soit lui-même un cadre suffisant, satisfaisant et efficace de rénovation démocratique. La volonté actuelle de repenser la gouvernance, autour de l'articulation harmonieuse du local et du global, s'inscrit dans une tendance plus générale à la revalorisation des territoires et manifeste la nécessité de repenser les échelles intermédiaires de l'action politique. *A contrario*, on vante ici ou là un modèle de gouvernance mondiale transnational, voire métropolitique.

Dans ce contexte, le **diagnostic de crise** concerne au premier chef les deux acteurs politiques que sont l'**État-nation** et la toute jeune au regard du temps de l'histoire **Union Européenne**. Les incertitudes et les manques de transparence concernant la place et le poids respectifs donnés à l'État-nation et à l'Europe dans le processus de décision politique alimentent en effet une **crise de confiance des décideurs et des citoyens**. Ces inquiétudes latentes traduisent deux souhaits conjoints de la société civile. Tout d'abord, la volonté de voir ces deux échelons de décision exercer pleinement leur **fonction de protection et de régulation** face à une mondialisation perçue comme un vecteur de fragilisation, en particulier face aux difficultés économiques. Et, d'autre part, l'**aspiration à une démocratie citoyenne et participative**, traduction incarnée du principe de subsidiarité dans la vie de la société.

Pour sortir du simple constat de crise ou d'échec, une réflexion multiple doit être engagée sur cette redéfinition des échelles de l'action politique. **Que recouvre la mondialisation ? Quid de la place de l'État-nation ? Quel rôle entend-on donner aujourd'hui à l'Europe ? Doit-elle être une simple coordinatrice entre les États, un groupe d'intérêts face aux autres puissances, ou une régulatrice pacifique mais déterminée de la mondialisation ? Face au sentiment d'impuissance suscité par la globalisation, doit-on à l'inverse tout axer sur l'engagement local ? Comment penser l'articulation entre l'enraciné**



et l'universel ? N'avons-nous que le choix entre identitarisme stérile et dilution des appartenances ?

Le travail que nous présentons ici n'entend pas répondre de manière exhaustive à l'ensemble des questions posées, ni présenter des solutions miracles, mais proposer un regard qui ouvre quelques pistes. Plus profondément, il entend poser la question des communautés nécessaires à la survie du politique tant face aux communautarismes qu'au technicisme du tout-gouvernance ou à l'universalisme désincarné. Après **un état des lieux du lien politique en France et une définition de la mondialisation**, ce rapport s'intéresse aux grandes notions sans cesse utilisées mais rarement définies que sont **la subsidiarité et la gouvernance**. Nous nous interrogeons en particulier sur celle-ci, nous demandant si elle est une rénovation du politique ou bien une dépolitisation du monde. Enfin, **Vivre la Cité, habiter la mondialisation traite de la tension entre enracinement et aspiration à l'universel, si forts dans la culture européenne et s'interroge sur les conditions d'une juste mondialisation**.

Il se dégage de nos travaux quelques lignes directrices pour éclairer le regard porté sur la crise actuelle des échelles de l'agir politique. À travers l'expérience contemporaine de **l'affaiblissement des médiations** qui séparent l'échelon le plus local d'un univers globalisé en pleine expansion, c'est la centralité du lien entre **l'incarné, le délimité, l'enraciné et l'universel** que nous sommes conduits plus que jamais à redécouvrir, parfois avec une inédite brutalité. De même, il devient urgent de travailler à une juste articulation entre, d'un côté, **la liberté et la responsabilité des citoyens dans leurs communautés** et, d'un autre, la nécessité d'un **gouvernement fort**. Enfin, une autre conjugaison de deux réalités est omniprésente : un passé qui se reçoit et se cultive, informant des langues, des cultures, des modes de vie, des manières de penser, et un avenir, dépendant de notre fragile capacité à le penser et à nous projeter, à engager notre liberté en concert avec celle des autres. Si ces notions peuvent paraître abstraites, elles n'en méritent pas moins d'être rappelées explicitement à l'heure des défis que posent la mondialisation et l'affaiblissement des communautés naturelles comme de l'État-nation. **Sans une réflexion sur ces fondements, le lien si particulier qui forme une Cité, qui permet le politique, ne peut ni se maintenir ni même advenir**. On a alors un **groupement d'individus atomisés** ignorant tant leur naissance commune que leur destinée commune. C'est à toutes les échelles que ces évidences doivent être redites, à commencer par la société civile. Il est grand temps en effet de prendre conscience que tel engagement associatif, telle action dans l'entreprise, tel choix de vie engage les autres et permet ou non à la Cité de prendre forme. Il s'agit ainsi de rien moins que de réinvestir, de manière urgente, le terrain qui a animé au cours des siècles le dynamisme politique de l'Europe : **le sens de la chose commune**.

